



Conseil de sécurité

## **Briefing: Colombie**

New York, le 13 avril 2023  
Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Je salue la participation du ministre colombien des affaires étrangères, S.E. M. Alvaro Leyva, à cette réunion. Sa présence témoigne de la coopération continue entre la Colombie et ce Conseil. Je remercie également l'Envoyé spécial, M. Carlos Ruiz Massieu et le Président de la Commission de la consolidation de la paix, M. Ivan Šimonović pour leurs exposés. Mes remerciements s'adressent également à Rodrigo Londoño Echeverri pour sa déclaration.

Depuis plus de 20 ans, la Suisse soutient activement les efforts visant à instaurer une paix durable en Colombie, notamment à travers la participation citoyenne et le traitement du passé. Nous sommes conscients que l'établissement d'une paix durable est rarement un processus linéaire et saluons dès lors l'engagement renouvelé des parties à faire progresser la pleine mise en œuvre de l'Accord de paix final.

En tant qu'Etat accompagnant dans les négociations de paix entre le gouvernement colombien et l'ELN, nous louons les avancées obtenues lors du deuxième cycle de négociations et soulignons la poursuite du dialogue du gouvernement colombien avec tous les principaux actrices et acteurs et groupes armés. Suite aux récentes actions violentes, nous appelons tous les acteurs armés à maintenir les voies du dialogue ouvertes et à amplifier les efforts pour parvenir à des accords de cessez-le-feu et mettre fin aux hostilités.

La Suisse souligne le travail remarquable et la capacité d'adaptation de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie dans l'exercice de son mandat, ainsi que son étroite coopération avec tous les actrices et acteurs impliqués. Pour la première fois depuis l'élargissement du mandat de la Mission, le Conseil a bénéficié d'un rapport d'étape complet incluant la mise en œuvre de la réforme rurale et des chapitres ethniques de l'Accord de paix.

Je souhaiterais souligner les trois points suivants :

Premièrement, la violence à l'encontre des dirigeantes et dirigeants sociaux, des défenseuses et défenseurs des droits humains et des anciens combattants reste alarmante. La violence liée au conflit et les déplacements et confinements de civils, principalement d'origine afro-colombienne et indigène qui en résultent nécessitent des mesures humanitaires et de désescalade rapide. La Suisse s'associe à l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'une présence accrue de l'État dans les régions touchées par les conflits afin de lutter contre

la violence. De plus, l'utilisation répandue d'engins explosifs par des groupes armés non étatiques et leurs conséquences humanitaires restent préoccupantes. La Suisse condamne l'utilisation des mines antipersonnel, qui touchent de manière disproportionnée les civils. Dans le cadre de notre programme d'action intégrée contre les mines, nous soutenons *Humanicemos Desminado Humanitario*, une organisation formée par d'anciens combattants qui illustre les efforts de réintégration et de renforcement de la confiance réalisés grâce à la mise en œuvre de l'Accord de paix.

Deuxièmement, la Suisse se félicite de l'ouverture, notamment grâce au plaidoyer continu de la société civile, de la onzième et dernière affaire par la Juridiction Spéciale pour la Paix sur les violences sexuelles et basées sur le genre. Le processus d'élaboration participatif de recommandations en matière de réparations souligne l'approche centrée sur les victimes du processus de justice transitionnelle en Colombie. En préparation de la prononciation des premières sentences réparatrices par la Juridiction spéciale, il est essentiel de s'assurer de leur future mise en œuvre afin de respecter les droits des victimes. A cet égard, la Suisse appelle à optimiser la coordination institutionnelle et l'allocation financière pour le système intégral. Ceci afin d'assurer une capacité de mise en œuvre adéquate, y compris des recommandations de la Commission de la Vérité. Améliorer le partage d'informations afin de faire avancer la recherche des personnes portées disparues est également nécessaire.

Finalement, la Suisse espère que ce Conseil pourra une nouvelle fois faire preuve d'unité en répondant à l'appel de la Colombie visant à élargir le mandat de la Mission à la surveillance des cessez-le-feu. Dans cette éventualité, la Suisse se tient à disposition pour soutenir de tels efforts basé sur son expérience de longue date. Nous réitérons notre plein soutien pour la mise en œuvre complète de l'Accord de paix et restons prêts à accompagner les efforts de dialogue en vue de l'instauration d'une paix durable.

Je souhaite conclure avec les mots du Centre national de la mémoire historique à Bogota : « *Reconocer, visibilizar, dignificar y humanizar a las víctimas son compromisos inherentes al derecho a la verdad y a la reparación, y al deber de memoria del Estado frente a ellas* ».

Je vous remercie.

---

Unofficial translation

Mr. President,

I welcome the participation of the Colombian Minister of Foreign Affairs, H.E. Mr. Alvaro Leyva, in this meeting. His presence demonstrates the continued cooperation between Colombia and this Council. I also thank the Special Envoy, Mr. Carlos Ruiz Massieu, and the Chair of the Peacebuilding Commission, Mr. Ivan Šimonović, for their presentations. My thanks also go to Rodrigo Londoño Echeverri for his statement.

For more than 20 years, Switzerland has actively supported efforts to achieve lasting peace in Colombia, particularly through political participation and activities in the field of dealing with the past. We are aware that building a lasting peace is rarely a linear process and therefore welcome the renewed commitment of the parties to advance the full implementation of the Final Peace Agreement.

As an accompanying state in the peace negotiations between the Colombian government and the ELN, we commend the progress achieved in the second round of negotiations and highlight the Colombian government's continued dialogue with all the main actors and armed groups. Following the recent violent actions, we call on all armed actors to keep the channels of dialogue open, increase efforts to reach ceasefire agreements and put an end to hostilities.

Switzerland underlines the remarkable work and adaptability of the United Nations Verification Mission in Colombia in carrying out its mandate, as well as its close cooperation with all actors involved. For the first time since the expansion of the Mission's mandate, the Council has received a comprehensive progress report including the implementation of the rural reform and the ethnic chapter of the Peace Agreement.

I would like to highlight the three following points:

First, violence against social leaders, human rights defenders, and ex-combatants remains alarming. The conflict-related violence as well as the resulting displacement and confinement of civilians, mainly of Afro-Colombian and indigenous origin, require humanitarian and rapid de-escalation measures. Switzerland supports the Secretary-General's call for an increased state presence in conflict-affected areas to combat violence. Furthermore, the widespread use of explosive devices by non-State armed groups and their humanitarian consequences remain a cause for concern. Switzerland condemns the use of anti-personnel mines, which disproportionately affect civilians. As part of our integrated mine action program, we support *Humanicemos Desminado Humanitario*, an organization formed by former combatants that exemplifies the reintegration and confidence-building efforts achieved through the implementation of the Peace Agreement.

Secondly, Switzerland welcomes, thanks in part to the continued advocacy of civil society, the opening of the eleventh and final case by the Special Court for Peace on sexual and gender-based violence. The participatory process of developing recommendations for reparations highlights the victim-centered approach of the transitional justice process in Colombia. In preparation for the issuance of the first reparations sentences by the Special Court, it is essential to ensure that they will be implemented in order to respect the rights of the victims. In this regard, Switzerland calls for the optimization of institutional coordination and financial allocation for the integral system in order to guarantee the adequate implementation capacity, including of the recommendations of the Truth Commission. Improving information sharing is also necessary to advance the search for missing persons.

Finally, Switzerland hopes that this Council will once again stand united in responding to Colombia's call to expand the Mission's mandate to include the monitoring of ceasefires. In this eventuality, Switzerland is ready to support such efforts based on its long-standing experience. We reiterate our complete support for the full implementation of the Peace Agreement and remain ready to accompany the dialogue efforts for the establishment of a lasting peace.

I would like to conclude with the words of the National Center for Historical Memory in Bogotá: "Reconocer, visibilizar, dignificar y humanizar a las víctimas son compromisos inherentes al derecho a la verdad y a la reparación, y al deber de memoria del Estado frente a ellas."

Thank you.